

HAÏTI

nouvelles
images d'

EDITORIAL

avril 2008 – n° 65

Tant de douleurs, tant d'horreurs. Tant d'images de ces douleurs et de ces horreurs, un peu partout dans le monde, en Haïti particulièrement. Nouvelles Images d'Haïti, sans jamais rien cacher, sans jamais retoucher la photo, essaie de montrer, le plus souvent possible, une autre réalité, tout aussi vraie ; forte de rêves et d'une forme de détermination désespérément debout, annonciateurs d'avenir. Celle des Haïtiens qui n'ont pas le choix, de ces autres aussi qui ont décidé de ne pas partir et qui inventent, agissent. Que restera-t-il d'eux et de leurs combats si le pays s'en va, s'il succombe sous les coups des lois du marché, insensibles mais si puissantes ? Que restera-t-il de ces Haïtiens que nous voulons soutenir si des gangs ou des politiciens voyous s'agitent pour tirer profit du sale temps des émeutes et fracassent durablement le pays ? Que restera-t-il aussi de nous, de notre conscience solidaire ? Impossible donc de ne pas réagir à l'actualité des émeutes de la faim en Haïti.

Emeutes de la faim en Haïti : du pain sur la planche pour le nouveau gouvernement.

Écrit par Solène Benoît, coopérante française qui a travaillé en Haïti pendant 4 ans en tant qu'assistante technique au Ministère de l'Agriculture Haïtien sur les questions de formation agricole et appui aux organisations paysannes.

En Haïti, comme dans plus de 37 pays du sud, des émeutes de la faim ont éclaté suite à la flambée des prix des matières premières alimentaires. La faim s'est généralisée en milieu urbain et aussi en milieu rural. Concordant avec l'absence de consensus sur la gestion durable de la ressource énergétique mondiale, les conséquences de l'option prise de confier le développement des pays aux lois du marché ont conduit à cette situation.

Le développement d'Haïti entre les mains de la libéralisation de l'économie

La libéralisation du commerce, et notamment des marchés agricoles, présentée comme un élément moteur de développement et souvent comme une mesure conditionnelle à l'octroi de l'aide au développement, n'a pas eu les effets escomptés. En Haïti, elle a plutôt entraîné :

- La déstructuration de l'agriculture locale. L'économie du pays s'est dégradée de manière significative, en particulier le secteur agricole.

La baisse des droits de douane sur les produits agricoles a été catastrophique : Haïti était autosuffisante, elle importe aujourd'hui plus de 55% de ses besoins alimentaires.

- La paupérisation des populations rurales. L'importation des denrées alimentaires plus compétitives a entraîné une baisse drastique de la production et, du coup, des revenus agricoles. On a pu assister à une augmentation rapide de la pauvreté (80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour), notamment en milieu rural.
- L'augmentation de la population urbaine et de graves problèmes liés à une urbanisation rapide, de masse et incontrôlée dans un contexte d'économie très affaiblie. L'exode massif d'habitants des zones rurales les a conduits en ville avec peu ou pas d'économie et ils sont venus augmenter la population des bidonvilles. Pour survivre, ils ont, pour la plupart, développé des activités de petit commerce, relevant du secteur informel, assurant des revenus très aléatoires. Les taux de violence urbaine ont fortement augmenté ainsi que l'instabilité politique.
- La hausse des prix de l'alimentation, notamment pour la population urbaine. L'inflation élevée a engendré une dépréciation de la gourde entraînant une augmentation des prix des produits importés. La baisse des prix de l'alimentation avait été un des arguments soutenus par les portes paroles de la libéralisation des marchés agricoles. Elle a été effective rapidement mais elle n'a duré qu'un temps.

La flambée des prix, l'effet des agrocarburants.

Le modèle de référence aujourd'hui, pour la majorité des sociétés, est trop énergétivore pour être reproductible durablement au niveau de l'ensemble des pays de la planète. On décèle aujourd'hui les limites posées par sa reproductibilité avec notamment l'émergence de pays à forte population comme l'Inde et la Chine.

La production d'agrocarburants connaît aujourd'hui un engouement sans pareil dans l'idée de trouver des alternatives aux énergies fossiles. En effet, suite aux réflexions initiées sur la gestion de la ressource en énergie, au niveau mondial, avec le Protocole de Kyoto, les orientations prises par les pays les plus consommateurs d'énergie - comme la directive européenne récente fixant un objectif à 10% d'agrocarburants dans les moteurs pour 2020- font miroiter aux yeux des pays du Sud une nouvelle opportunité en terme de marché d'exportation. Malheureusement, la production d'agrocarburant est rapidement entrée en forte concurrence avec l'utilisation des denrées agricoles de base pour l'alimentation en provoquant une flambée des prix et en posant des problèmes graves de sécurité

alimentaire dans les pays du Sud. (En Haïti en moins d'un an les produits de base ont augmenté d'environ 50%).

Un défi particulièrement difficile pour le prochain gouvernement.

On peut se permettre de rappeler qu'Haïti assure toujours aujourd'hui, pour des filières agricoles, le remboursement de prêts, liés à des investissements de bailleurs de fonds, antérieurs à la libéralisation des marchés agricoles. En effet, de nombreux financements ont servi à l'appui à la structuration de différentes filières mais ont été gaspillés (notamment pour des infrastructures de transformation pour les filières paysannes organisées telles que le riz et le sucre, et les filières semi-industrielles telle que l'aviculture).

Une des leçons tirées des dernières politiques des pays en développement est l'importance à accorder à l'agriculture locale et notamment aux filières vivrières. Espérons que le gouvernement pourra en faire une de ses grandes priorités et réfléchir à une politique énergétique nationale permettant d'adopter une politique sous sectorielle pour les agrocarburants, visant à améliorer la souveraineté énergétique d'Haïti. Certaines réflexions, menées par le Ministère de l'Agriculture sur la culture de *Jatropha curcas* pour la production d'agrocarburant, semblent intéressantes :

- culture en haie sur des bassins versants érodés (bordant les cultures vivrières et les protégeant des animaux du petit élevage)
- système de production paysan et non agro-industriel (encouragement de la petite paysannerie pour éviter de creuser les inégalités)
- logique de "circuits courts" : production locale pour consommation locale de proximité, visant à améliorer la souveraineté énergétique d'Haïti.

Les "opportunités" pour Haïti dans ce contexte

Les orientations de la politique de libéralisation du commerce ont bénéficié à quelques familles souvent exportatrices de produits agricoles et qui se sont alors reconverties dans l'importation de ces produits. Certaines ont été "rattrapées" par la misère, à travers les kidnappings dont elles sont une des cibles principales, et pourraient souhaiter, aujourd'hui, impulser des changements d'orientations dans la politique commerciale, dans le but de remettre Haïti sur les rails d'un développement garantissant un minimum de paix sociale.

Par ailleurs, la flambée des prix des denrées agricoles, due à une forte demande pour la production d'agrocarburants, peut être une opportunité pour l'agriculture haïtienne. En effet, les

prix des denrées produites en Haïti redeviennent concurrentiels, même si cela ne résout pas la problématique du coût élevé pour les consommateurs.

Pour finir, malgré la forte émigration des cadres ces dix dernières années, il existe encore en Haïti des acteurs de terrain qui ont développé des expériences pour appuyer la restructuration de filières locales et améliorer la souveraineté alimentaire d'Haïti. Ces acteurs restent des valeurs sûres pour construire l'Haïti de demain.

Dans un futur proche, le gouvernement haïtien devra porter un intérêt tout particulier à l'aide alimentaire des pays du nord qui pourra augmenter suite aux récentes émeutes, tout comme la France l'annonce déjà. L'aide alimentaire devrait tout d'abord n'être pensée que comme un outil d'urgence et ne sera intéressante, pour Haïti, que si ces programmes sont élaborés avec des logiques de relance de l'agriculture haïtienne, notamment de l'agriculture vivrière.

L'ACTUALITE DU MOIS

LES FAITS

Les manifestations contre la vie chère ont commencé début avril dans plusieurs villes (Les Cayes, Gonaïves, Port-au-Prince). Malgré les appels au calme, le mouvement de protestation s'est poursuivi ; il s'est étendu dans plusieurs villes du sud : Jérémie, Léogâne et Miragoâne. La situation a été très tendue à Port-au-Prince où les manifestants ont tenté, le 8 avril, d'enfoncer le portail du palais national. La mobilisation des manifestants a gagné la ville de St-Marc et le nord du pays : Limbé, Ouanaminthe. Les organisateurs ont déploré qu'il y ait eu des pillages et la Minustah a dénoncé des actes de vandalisme. Les manifestants envahissaient les rues en criant « A bas la vie chère ! A bas Alexis ! », des barrages avaient été dressés et l'intervention de la Minustah a provoqué la colère des manifestants. A Port-au-Prince, où les affrontements ont été violents, les structures médicales de santé publique étaient incapables de prendre en charge les blessés en urgence signale MSF, qui a pris en charge 168 blessés dont 44 par balles, en 4 jours, dans ses centres de soins de la capitale. A ce jour, les manifestations violentes ont cessé et les activités habituelles ont repris.

LES REACTIONS

Politiques

Dans un premier temps, le Premier Ministre Jacques-Edouard Alexis avait annoncé le lancement d'un programme d'emplois et d'aide à la production agricole. Mais, au vu de l'extension des manifestations et des émeutes, des sénateurs ont convoqué le Premier Ministre à une séance d'interpellation. Le Président lui a manifesté son soutien mais, le 12 avril, 16 sénateurs sur les 17 présents (le Sénat compte 27 élus) ont voté la censure du gouvernement. Dimanche 27 avril, le Président a nommé Ericq Pierre comme successeur de Jacques-Edouard Alexis. Reste maintenant à obtenir l'aval du parlement.

Mesures économiques d'urgence.

Le Président a présenté un plan d'urgence : baisse du prix du riz par les importateurs, ce qui met le sac de 23 kg à 43 dollars américains à la sortie des entrepôts ; appel à la responsabilité des intermédiaires et des distributeurs ; pourparlers avec les banques commerciales pour garantir un prix stable ; préférence pour la commercialisation de riz produit en Haïti ; aide à l'agriculture. L'agence Alterpresse observe que le prix des autres produits reste inchangé.

Solidarité internationale

L'aide internationale, arrivée ces derniers jours, ne touche qu'une petite partie de la population. Le programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une demande d'aide supplémentaire pour Haïti. « Le budget est de 41 millions pour Haïti. Et, à ce jour, nous avons reçu 12 millions de dollars » révèle sa porte-parole. Par ailleurs, L'UNICEF veut doubler ses programmes de nutrition.

La Conférence internationale des bailleurs de fonds, qui devait se tenir le 25 avril, est remise dans l'attente d'un nouveau gouvernement.

La France et le Canada se sont mis d'accord pour proposer une conférence internationale sur Haïti et son développement économique.

La France annonce un don d'1million d'euros dont 800.000 euros d'aide alimentaire. L'OEA a promis 1 million de dollars, la Banque Mondiale 10 millions, Hugo Chavez 364 tonnes d'aide alimentaire.

Les réactions critiques

Le renvoi du Premier Ministre a donné lieu à de nombreux commentaires : des sénateurs auraient été « approchés » ou menacés avant et après le vote de la censure. Par ailleurs, des membres des partis politiques, qui participaient à la plate-forme présidentielle, sont déçus et ont perdu confiance.

Plus largement, un certain nombre d'associations et de mouvements critiquent la politique néo-libérale appliquée en Haïti. Le leader du mouvement des paysans de Papayes (MPP) souhaite que le Chef de l'Etat engage des discussions avec les organisations paysannes pour renforcer la production agricole : le riz seul ne suffit pas pour répondre aux besoins alimentaires et « Attention aux engrais chimiques qui ont épuisé le sol de l'Artibonite ! » rappelle-t-il. L'organisation Tèt Kole, quant à elle, demande qu'une véritable réforme agraire soit menée dans tout le pays. D'autres encore, comme l'organisation Kay Fanm, la Solidarité des Femmes (SOFA), Batay Ouvriye et le Mouvement Démocratique et Populaire (MODEP) appellent au maintien de la mobilisation pacifique contre la politique néo-libérale.

Certains, comme le KSIL (Kolektif Solidarite Idantite ak Libète) craignent que des manipulateurs ou certains secteurs politiques et économiques ne profitent de la crise alimentaire pour déstabiliser ou affaiblir encore le pays. Ils appellent à la vigilance et à un engagement responsable.

DEUIL

- ✓ **Le Collectif Haïti de France (CHF) adresse à Louis Joinet**, Expert indépendant auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, notamment en Haïti, lecteur attentif du bulletin hebdomadaire « Une Semaine en Haïti » et compagnon de longue date du CHF, toute notre amitié au moment de la mort de sa femme. **Germaine Joinet** fut longtemps présidente du CICP à Paris, maison d'associations de solidarité internationale, dont le CHF fait partie.
- ✓ **La mort brutale de Carmeleau Molaire**, venu d'Haïti, en décembre 2007, pour donner des nouvelles de la campagne Lèt Agogo de VETERIMED, a touché ceux qui l'ont rencontré partout en France. Nous assurons de nos condoléances sa famille et ses camarades de l'APHEL (Association Haïtienne pour la Promotion de l'Élevage).

✓ Du 29 avril au 3 mai, Nancy (54) : L'association IUPIC organise **une exposition** « L'esclavage contemporain en République Dominicaine ». Lieu: au forum de la FNAC- 2, avenue Foch 54000 Nancy. Contact : eva.multon@orange.fr

✓ 10 mai , Pessac (33) : L'association Lakay organise une Soirée « CONCERT HAITIEN - FESTY LAKAY - KOMPA » à partir de 21H00. Lieu: la SALLE BELLEGRAVE - Avenue Colonel Robert Jacqui 33600 Pessac. Prix : 15 € Réservation ou Prévente / 20 €. Sur Place au guichet. Réservation: Jocelyne Duval (Secrétaire Général de Lakay) 06 75 60 06 76

✓ 11 mai, Gisors (27) : L'Association France-Afrique-Amérique-Asie-Caraïbes-Europe (F.A.A.A.C.E) organise son **12ème Marché du Monde**, de 10h à 19h, dans l'enceinte du Château de Gisors. Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez les joindre au 06 19 22 56 34.

✓ 17 et 18 mai, Macon (71) : Les associations Coeur de Haïti et APAM organisent **une exposition-vente de peintures d'artistes Haïtiens** de 10h à 19h. Lieu : Espace Carnot Hôtel de Ville rue Carnot, 71000 MACON. Renseignements : 06 03 54 27 61-06 86 93 03 47-03 85 40 29 61

✓ 18 mai, Fontaine (38) : L'association Timoun 38, "un enfant une école" organise la **4ème journée créole**. Au programme : exposition de tableaux et objets récemment ramenés d'haïti, repas créole , buvette, tombola, lâcher de ballons etc... Lieu : Espace du bar le Fontaine place André Chapeys, 38600 Fontaine. Renseignements: 06 84 32 91

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur www.collectifhaiti.fr, rubrique Agenda)

HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

La participation du CHF au séminaire de Coordination Sud

Coordination Sud, plateforme des ONG françaises, a lancé une réflexion sur l'avenir des ONG. Dans ce cadre, elle a consulté le Collectif Haïti de France via un questionnaire et un entretien, comme étant une plateforme géographique. Cette étude a abouti sur un séminaire de deux jours en avril, auquel a assisté le CHF.

Rencontre pour aider au montage de projet de solidarité

Certaines associations de la Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes (PAFHA) se sont réunies ce samedi 12 avril. L'objectif était de s'entraider pour monter et rédiger des projets de solidarité afin de présenter des dossiers au financement « co-développement » ouvert depuis

décembre 2007. Une autre réunion de ce genre est prévue avant la fin du mois de juin.

Les besoins alimentaires en Haïti ne sont pas nouveaux ; on considère que 25 % de la population est en état de sous nutrition. Mais la situation s'est terriblement dégradée, ainsi le Collectif Haïti de France lance un appel à dons pour appuyer un développement rapide de la production alimentaire en Haïti. Veuillez

adresser votre chèque, en précisant au dos « Urgence Alimentaire en Haïti- Don », à l'adresse suivante:

Collectif Haïti de France,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78 - Info répondeur : 01 43 48 20 81
c o n t a c t @ c o l l e c t i f - h a i t i . f r / w w w . c o l l e c t i f - h a i t i . f r